

FAIRE FACE AUX LICENCIEMENTS : REPLATRE LE SYSTEME OU S'Y OPPOSER FRONTALEMENT ?

Face à des licenciements économiques qui se multiplient, seul un mouvement d'ensemble de la classe ouvrière, capable de s'attaquer aux racines du mal, peut faire face.

Depuis quelques années en France, et sur fond de campagnes électorales à répétition, l'accent est mis sur les licenciements collectifs¹ qui touchent des dizaines de grandes entreprises ; avec une polarisation sur certaines entreprises phares telles Michelin, Danone, Marks & Spencer, Moulinex, etc. Mais aussi quantité d'autres : EADS avec 1500 à 1800 suppressions d'emplois, GIAT industrie (environ 1200) ; Delphi équipements automobiles (6 100 prévus dans le monde en 2002 après 17 540 en 2001), Bull (de l'ordre de 1800), les pêcheries de Fécamp, les NMPP, etc.

En 2002, rien que pour le secteur habillement cuir textile, ce sont 80 plans sociaux qui sont annoncés ou en cours ; et encore faut-il savoir que les entreprises qui agrémentent les licenciements de 'plans sociaux' sont une minorité (seulement 15 % des licenciements économiques), essentiellement celles qu'il est commun d'appeler les grandes entreprises.

Entre janvier et août 2002, le nombre de licenciés selon cette procédure s'élevait à environ 180 000, en hausse de près de 46% par rapport à la même période de l'année dernière. De plus, la part des licenciés économiques dans le nombre total des entrées à l'ANPE a augmenté d'un tiers depuis l'an dernier. Signe que les patrons font de plus en plus appel à cette procédure de 'dégraissage'. Sans atteindre tout à fait le chiffre de 350 000 de 1996, on s'achemine en 2002, selon certaines estimations patronales, vers un total d'environ 260.000 salariés licenciés économiquement, niveau comparable à celui de 1998. Ainsi, le nombre de licenciements économiques est en forte hausse pour la première fois depuis 1996.

« Parmi les facteurs d'accroissement des entrées à l'ANPE, les licenciements économiques retiennent l'attention : en baisse depuis 1996, ce motif de chômage avait atteint un niveau historiquement bas en 2000. En 2001, le volume d'entrées correspondant est certes en hausse, mais il n'atteint au total qu'un niveau bien inférieur à celui des années 1996 à 1999. En fait, l'augmentation des inscriptions suite à un licenciement économique n'intervient qu'à partir du second semestre, et s'accélère vivement en toute fin d'année. Le tarissement des entrées en convention de conversion contribue partiellement à ce phénomène dans la mesure où ce dispositif permettait à un certain nombre de salariés ayant perdu leur emploi d'éviter le chômage au moins temporairement. »

¹ « Constitue un licenciement pour motif économique le licenciement effectué par un employeur pour un ou plusieurs motifs non inhérents à la personne du salarié résultant d'une suppression ou transformation d'emploi ou d'une modification substantielle du contrat de travail, consécutives notamment à des difficultés économiques ou à des mutations technologiques. » (C. trav. Art. L.321-1, 1^{er} alinéa).

[2001, *Un marché de l'emploi en demi-teinte* - Juillet 2002 - Dares (Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques du Ministère du Travail).]

Cependant ce type de licenciement n'est que la partie visible de l'iceberg puisque, en 2002, avec respectivement 780 000 et 280 000, les fins de CDD et les fins de missions d'intérim représentent 27 et 10 % des entrées à l'ANPE. Enfin, catégorie oubliée, les saisonniers : par exemple, 2 000 ne seront pas réembauchés cette année dans l'aviculture de l'Ouest.

Les mesures de licenciement de masse vont se multiplier encore davantage au moins jusqu'au terme du premier semestre de 2003. Après l'économie américaine, c'est désormais au tour des économies européennes d'entrer en crise. Les dernières prévisions des instituts de recherche économique du patronat font état d'une imminente entrée en récession de l'Allemagne, qui représente à elle seule environ le tiers du PIB de la zone euro tandis qu'en Grande Bretagne quatre patrons sur cinq envisagent des licenciements.

Cette vague de licenciements qui a commencé en 2001, est mondiale et touche la plupart des secteurs de l'industrie et des services. En Chine, les entreprises d'Etat ont liquidé pas moins de 30 millions d'emplois depuis 1998. Aux Etats Unis, ce sont 9,9 millions de travailleurs qui ont perdu leur emploi lors des trois dernières années. Parmi eux 22 % n'en ont toujours pas retrouvé. Premiers secteurs touchés, les télécoms et l'informatique subissent des licenciements collectifs massifs. Deutsche Telekom prépare la liquidation de 55 000 emplois d'ici à 2005.

A l'échelle mondiale, Alcatel qui employait 99 000 salariés au début de 2002, a l'intention de se passer de 39 000 d'entre eux ; la fusion entre Compaq et Hewlett-Packard devrait produire 20 000 suppressions de postes ; les géants des télécoms liquideront respectivement, SBC 11 000 emplois, Lucent encore 35 000 (de 106 000 début 2001 les salariés ne seront plus que 35 000 en 2003), Nortel encore 7 000 (de 2000 à 2002, le nombre de salariés sera passé de 92 000 à 32 000 !), Worldcom 17 000, Siemens 20 000, tandis que Ericsson qui comptait 107 000 salariés début 2001 en aura moins de 60 000 fin 2003.

Rien qu'aux Etats Unis ce sont 2,5 millions de postes dans les hautes technologies et 600 000 dans les télécoms qui auront disparu en deux ans. L'industrie automobile continue elle aussi de supprimer des postes. Ford en aura amputé 35 000 d'ici 2005, Opel 3000 et Fiat en crise vient d'en annoncer 8000. Renault, plus hypocrite, va se débarrasser de 900 intérimaires à Sandouville et laisser son sous-traitant Matra liquider 800 postes. Les services financiers dégustent eux aussi : à Londres, la capitale financière européenne, ce sont 20 000 emplois qui vont disparaître, tandis qu'à New York 60 000 postes sont partis en fumée en deux ans; entre autres, l'assureur Aetna, 2750, la banque Dresdner, 10 000 et JP Morgan 4 000.

Graphique 3
Nombre d'inscriptions à l'ANPE, suite à un licenciement économique

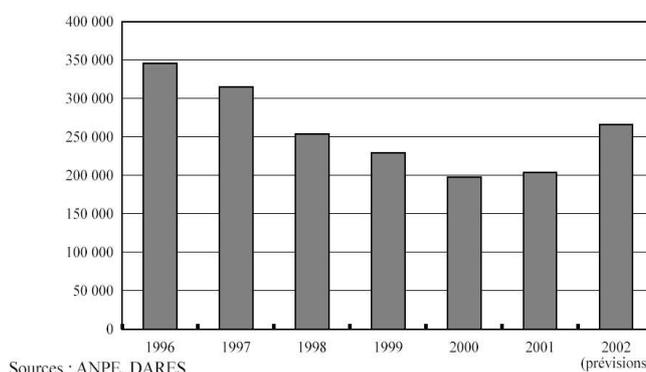


Tableau 4
Évolutions annuelles des volumes d'entrée et de sortie du chômage
(catégorie 1, données brutes)

En pourcentage

	Entrées en chômage	Dont :		Sorties du chômage
		Licenciement économique	Fin de CDD	
1998/1997	-4,6	-19,5	-12,3	-1,9
1999/1998	-2,4	-9,1	-3,9	+1,3
2000/1999	-4,3	-13,8	-5,7	+0,2
2001/2000	+5,1	+3,7	+2,0	-6,6

Lecture : au cours de 2001, le volume d'entrées enregistrées augmente de 5,1 % par rapport à celui enregistré en 2000.

Sources : ANPE, DARES.

En France, entre le premier trimestre 2001 et le deuxième trimestre 2002 le nombre d'emplois salariés dans l'industrie a continué de décroître, il a encore baissé de près de 2 %. Comme le montrent les graphiques et tableaux précédents, on assiste à une véritable inversion, dès cette année, du taux de chômage.

BIENVENUS DANS LA VIE NORMALE DU CAPITALISME

Les plans sociaux et les vagues de compressions d'effectifs des dix-huit derniers mois sont l'une des conséquences inévitables de la crise grave qui secoue le système capitaliste mondial. Quand les marchés se rétrécissent et que les usines tournent au ralenti, quand l'accès au crédit se fait plus difficile, lorsqu'il faut tailler dans les investissements en équipements de production, la seule manière de maintenir la rentabilité des entreprises est de détruire des postes de travail, de jeter à la rue la main d'œuvre devenue surnuméraire et de faire travailler davantage celle qui reste. Nécessaire auparavant, une partie de la classe exploitée devient brusquement superflue, au même titre qu'une portion des machines ou des dépenses improductives.

De par sa nature, le capital ne fait pas de distinction entre les coûts de reproduction de sa main d'œuvre et les autres frais de production et de circulation des marchandises qui sont créés dans le cadre de son rapport de production. Il est donc tout à fait normal qu'il fasse ses cures périodiques d'amaigrissement qu'on appelle des crises économiques au détriment, indifféremment, de l'outil de travail, des frais de gestion ou encore des salariés.

Le propre du développement du capital, c'est la recherche du profit maximum par la production de marchandises. Que le marché soit porteur ou pas, l'objectif capitaliste est toujours de rationaliser les procès de travail, de comprimer les coûts des facteurs de production et de circulation, de réduire au strict minimum les temps consacrés au cycle de transformation complet des marchandises fabriquées (achat de marchandises consacrées à en produire d'autres ; mise en œuvre ; production de marchandises nouvelles ; vente) de leur état physique à leur traduction en argent immédiatement disponible pour le capitaliste.

En général, lorsque la demande est au rendez-vous dans des volumes qui peuvent satisfaire l'ensemble des capitalistes concurrents, ce processus s'opère de façon moins douloureuse pour les salariés. Selon l'état du marché du travail, ces derniers peuvent prétendre à des rémunérations supérieures en échange de l'aval donné aux transformations perpétuelles des conditions de production. En l'absence de luttes de classes, un accord plus ou moins explicite se dessine alors entre les ouvriers et les patrons : les premiers acceptent d'accompagner docilement la révolution

permanente du procès de travail afin d'accroître sans relâche la productivité ; les seconds desserrent un peu les cordons de la bourse acceptant de distribuer davantage de revenus issus de la production et de la réalisation sous forme d'argent de la valeur nouvellement créée par les travailleurs. Ce marchandage entre capital et travail est à la base même de la paix sociale et du développement historique de l'intégration de nombreux organes ouvriers (les syndicats) à l'Etat capitaliste.

Mais, dans le capitalisme, toutes les belles choses ont une fin peu glorieuse. De façon récurrente, le mouvement concurrentiel qui est à la fois moteur et aliment du système actuel s'engouffre dans des crises. La course folle aux profits les plus élevés, donc, dans une certaine mesure et dans des rapports historiquement définis, à l'accroissement des volumes de production, dépasse avec une régularité désarmante la capacité des marchés finaux d'absorber l'intégralité des marchandises fabriquées aux prix de marché souhaités et dans les délais les plus courts possibles.

Le crédit, puissant accélérateur de l'accumulation du capital dans les périodes fastes du cycle économique, se mue en redoutable étrangleur des entreprises incapables de s'adapter, rapidement et à moindre coût, à la situation nouvelle de débouchés potentiels drastiquement réduits ou carrément fermés à leurs marchandises. Alors, les entreprises les moins performantes, les boiteuses, les mal gérées, etc. n'ont pas d'autre solution que de disparaître. A cet instant précis du cycle économique, l'une des premières traductions de la redoutable loi du marché, c'est la mort sans sursis pour les entreprises qui persistent à fabriquer des produits qui ne trouvent pas preneur au prix et dans des délais planifiés.

TRAVAUX PRATIQUES D'APPRENTISSAGE DE LA CRISE

Un exemple ? Celui de **LU Danone**. Que s'est-il passé ?

Pendant des années, Danone a racheté de petites marques de biscuits (LU, Belin entre autres) afin de devenir leader sur ce segment de marché. Ce faisant, nombre de petites unités de production se sont trouvées intégrées au groupe. Danone est devenu effectivement un grand de la biscuiterie, mais il y en a d'autres (UB, Nabisco, Barilla, etc.). Or, pour le capital, il ne suffit pas de siéger dans la cour des grands, il ne suffit pas d'avoir des centres de production modernes, il ne suffit pas de faire des profits, il ne suffit pas Il faut être le meilleur, dégager les profits les plus élevés, afficher la meilleure rentabilité, surtout dans un cadre de marché dit mûr (c'est-à-dire saturé), ce qui est le cas de la biscuiterie (+0,1 % de croissance par an sur dix ans d'après la direction du groupe).

Alors, en dépit de plusieurs plans précédents de compressions des effectifs et de diminutions de sites de production, Danone se retrouve encore avec des usines qui ne tournent qu'à 37% de leur potentiel de production. Position intenable dans la recherche constante de l'amélioration du taux de profit. Il faut concentrer les équipements, il faut réduire les coûts fixes des installations, il faut redistribuer rationnellement les productions, etc. Et on ferme cinq usines.

C'est le type même de suppressions d'emplois, de restructuration industrielle d'une entreprise qui n'est pas motivée par son incapacité à survivre, mais tout au contraire parce qu'elle est florissante et prospère. Et qui compte le rester... Le processus est sans fin dans le cadre du capitalisme. D'ailleurs le DRH de Danone prenait bien soin de déclarer qu'il n'y aurait pas d'autres fermetures d'usine en France « *dans les années qui viennent* ».

La situation de Moulinex était opposée. Depuis plusieurs années, le marché du petit électroménager est aussi jugé mûr. Les entreprises en concurrence sont toutes de grande taille (cf. Seb, Philips et Fagor) et toutes se battent pour des parts d'un marché qui là encore évolue peu. Certaines tirent les prix à la baisse, d'autres s'engagent en permanence dans de nouveaux investissements pour accroître leur compétitivité, etc.

Sans exception, ces groupes, aux équipements et aux installations productives très modernes et efficaces², présentent des gammes de produits de bonne qualité, etc. Mais, comme partout ailleurs, les plus faibles doivent périr. Et l'un des plus faibles du secteur se trouve être Moulinex. La société affiche des pertes depuis cinq ans. A la longue, la course aux investissements est intenable, surtout quand le principal problème est de réduire à un rythme toujours plus soutenu à la fois les coûts de production et les volumes de marchandises fabriquées. A un moment, stop. On arrête. Exit Moulinex. Dans ce secteur d'activité, le capital a fait sa cure de jouvence aux frais de l'un de ses maillons faibles.

Les survivants s'empressent de s'approprier les parts de marché de la victime, ... jusqu'à ce que d'autres éléments viennent interférer dans leur accumulation de capital, d'autres crises pour appeler les choses par leur nom.

Voilà donc deux types de situations entraînant des plans de licenciements économiques par des entreprises à la santé financière opposée mais réunies par des marchés aux caractéristiques similaires. Mais il y a des contextes de marchés différents, où le mouvement spontané de la production marchande entraîne des chocs d'autant plus rudes que les marchés sont (ou plutôt ont été) bouillonnants.

Prenons le cas de la téléphonie mobile. A partir de 1997, et en moins de trois ans, ce marché a littéralement explosé. Des masses énormes de capitaux ont été levées, de nombreuses unités de production de masse ont été créées pour fabriquer cette marchandise nouvelle promise à un avenir radieux. Et la réalité a été jusqu'à il y a peu à la hauteur de la promesse. En une poignée d'années, le taux d'équipement des consommateurs de téléphones portables est passé de zéro à 65-75 % selon les pays en Europe. En Chine, devenue le premier marché mondial de la téléphonie sans fil, quelques 180 millions d'habitants en possèdent. La liste des récents succès industriels et commerciaux de cette marchandise est longue.

Puis c'est la crise. Brutale, générale, imprévue, comme l'avait été l'essor spectaculaire de ce marché. Des technologies nouvelles trop coûteuses et inefficaces, peu vendables aux prix souhaités, des coûts de production qui continuent de grimper, des endettements de plus en plus difficiles à financer avec des rentabilités en baisse pour les entreprises du secteur et voilà que le cocktail explosif de la crise a rassemblé tous ses ingrédients. Le prélèvement obligatoire des Etats européens pour l'attribution des licences UMTS à des montants démesurés (France Telecom a ainsi été racketté par son actionnaire principal, l'Etat, de 20 milliards de dollars, service public oblige) a enfoncé les derniers clous sur le cercueil d'un secteur moribond³.

En quelques mois, quelques trimestres tout au plus, le marché parvient à saturation et s'effondre. Des centaines de milliers de licenciements, des fermetures d'usines - ultramodernes bien évidemment -, des faillites se succèdent à un rythme endiablé. Ainsi, soudainement, le marché de la téléphonie mobile sera passé en quelques mois d'une expansion soutenue à la stagnation, où le seul véritable moteur est représenté par les remplacements des anciens appareils mobiles.

TIRER LES CONSEQUENCES

Pour les prolétaires, quelles que soient les raisons qui conduisent le capital à ces bouleversements, fermetures d'usines, licenciements, etc., c'est forcément le basculement dans la précarité. Le capital qui fuit un marché à temps pourra atterrir ailleurs. Le capitaliste qui abandonne

² Sauf dans le cas de l'usine d'Alençon, berceau du groupe, devenue techniquement complètement obsolète depuis 15 ans et maintenue artificiellement en survie tant que le fondateur était vivant, puis par ses premiers successeurs.

³ Et rappeler à tout ceux qui ne voyaient en lui qu'un agent du capitalisme collectif, qu'il était aussi un capitaliste individuel ne répugnant pas à forcer ses propres règles pour assurer sa survie, passant ainsi de la situation d'un ralentisseur de crise à celle d'un amplificateur de la même crise.

une activité ou qui restructure son appareil productif, lui, gardera toutes ses chances de poursuivre son aventure.

Analysant ce processus, Marx avait employé cette image : « *le capitaliste ferme une usine comme il claque sa tabatière.* » Mais il reste un capitaliste. Même si une portion du capital total doit être sacrifiée car inapte à s'apprécier suffisamment, le capital en tant que totalité et son mode spécifique de production ne sont guère remis en cause. Plus, à l'aide des crises, à l'aide de la destruction d'une partie de la valeur accumulée en vue d'une nouvelle valorisation, le capitalisme raffermi sa domination en s'ouvrant à des nouveaux développements de la valeur en mouvement. Son cycle vital, composé de ses quatre temps : crise, marasme économique, croissance moyenne et boom, comporte nécessairement et intègre la destruction du capital qui ne peut pas ou plus agir en conformité à son essence : ***L'accumulation incessante de nouveaux capitaux.***

Pour les prolétaires, c'est une toute autre affaire. Les armées d'ouvriers précipités dans le chômage n'ont le plus souvent qu'une seule alternative : vieillir avec un niveau de vie au rabais ou se reconverter en vitesse.

Mais ces fameuses reconversions s'avèrent de plus en plus problématiques. Plus le niveau technologique de la société se développe, plus les reconversions sont difficiles à réaliser. Un exemple ? Aujourd'hui, même pour des postes de magasinier ou de caissière il faut savoir pianoter sur un clavier d'ordinateur. Et ce alors que sont encore en activité les prolétaires de la génération qui ne connaissait, dans le meilleur des cas, que la règle à calcul et les tables de valeurs des lignes trigonométriques !

Les sorties de crise, les développements de nouveaux secteurs de production quand ils apparaissent, se font très souvent sur la base de technologies nouvelles ; ils nécessitent de la main d'œuvre à un tout autre niveau de qualification que celle qui est précipitée sur le marché de la force de travail par les vagues de licenciements.

Ces dernières années, l'essor des métiers liés aux technologies de l'information réclamait des masses croissantes de forces de travail sachant manipuler ces nouveaux outils, alors que les vagues de compressions d'effectifs des années 85-90 consécutives à l'introduction massive des ensembles mécaniques automatisés dans l'industrie avaient surtout effacé des emplois d'ouvriers spécialisés.

Moulinex a supprimé 3 800 emplois dans les quatre usines de Normandie, il y a à peu près un an. Main d'œuvre essentiellement non qualifiée des chaînes de production. Aujourd'hui, moins de 15% des licenciés ont retrouvé un emploi. Pour la seule usine de Cormelles-le-Royal, sur 1 280 licenciés, à peine 125 ont retrouvé un poste de travail, dont seulement la moitié en CDI. Dans la téléphonie ou l'informatique, la situation est la même. Cette fois-ci, ce n'est pas l'adaptation aux nouveaux procédés productifs qui est en jeu, mais le résultat est tout à fait comparable à celui des travailleurs de Moulinex. Tout simplement, la capacité d'adaptation ne suffit pas. Encore faut-il que les compétences des travailleurs concernés puissent servir à accroître le capital dans les temps et la mesure voulus....

On retrouve ces mêmes difficultés de reconversion des ouvriers quand il y a des vagues de licenciements, y compris dans les périodes où l'emploi industriel ne recule pas dans son ensemble. En France, les mines ont été presque toutes fermées dans les années 70. Que sont devenus les dizaines de milliers de mineurs ? La sidérurgie a massivement licencié autour de 1980. Que sont devenus les sidérurgistes de Lorraine, les dizaines de milliers d'ouvriers de la grosse sidérurgie autour du Creusot et de Montceau-les-Mines ? Dans leur grande majorité, ils ne se sont pas reconvertis. Leur sort a été différent selon les cas (voir plus loin). Les régions concernées ont sombré dans la désindustrialisation pendant dix ans et plus, avant que de nouvelles implantations

industrielles ou de services voient le jour dans des activités totalement différentes des précédentes et avec une autre génération de prolétaires, avec d'autres niveaux de qualification.

Le capitalisme se régénère toujours grâce aux crises périodiques ; c'est sa loi. Il ne peut en être autrement. Alors, ou bien on élimine le capitalisme et sa fondation : la production pour l'accroissement du capital au moyen du marché, ou bien il faudra se résigner à subir d'autres crises innombrables, accompagnées de licenciements, avec les prolétaires sacrifiés sur l'autel de la suprématie de leur irréductible ennemi capitaliste, sans que jamais la perspective d'un développement harmonieux puisse enfin s'imposer.

ALORS, QUOI FAIRE ?

Elections à répétition obligent, la gauche et l'extrême gauche ont fait de ce mot d'ordre attrape-tout leur cheval de bataille : *il faut une loi pour interdire les licenciements*. Opération politicienne lancée à l'occasion de l'annonce du plan de suppressions d'emplois chez Michelin en 1999 et reprise à tout bout de champ depuis. Mais cette loi, si elle était adoptée, ne serait vouée qu'à offrir quelques possibilités supplémentaires aux syndicats de partager les responsabilités de la gestion des tares du système et n'entraînerait, en tant qu'effet collatéral, qu'une petite rallonge d'argent aux travailleurs licenciés.

Si la classe ouvrière se mettait à croire à ces sornettes, elle n'aurait pas d'autre choix que de s'en remettre à l'Etat, cet état-major des exploités, pour se protéger contre les méfaits du capital. Ces illusions-là visent à intégrer la classe ouvrière à la nation, à faire croire que l'Etat est l'arbitre au-dessus des classes, à lui faire admettre, en fin de compte, que les prolétaires et le capital ont des intérêts communs dans le cadre d'une entente cordiale régie par l'Etat bienfaisant. Un certain général nommé Charles de Gaulle appelait cela l'association Capital-Travail.

Les pires dictatures que la planète a connues, les régimes fascistes et staliniens, ont très bien réussi dans cette voie, avec les résultats qu'on connaît pour la classe ouvrière. Le régime franquiste avait fait une loi interdisant les licenciements en échange de l'institution des syndicats verticaux. L'Italie fasciste, pour protéger le travail italien, était allée dans le même sens. L'Allemagne nazie et le régime stalinien avaient résolu le problème eux aussi à leur manière : le travail à vie était garanti, ... avec une option de terminer dans un camp du même nom.

Intégrer au système d'exploitation les prolétaires nationaux pour peu qu'ils renoncent aux grèves, qu'ils renoncent à se considérer comme une classe indépendante et qu'ils rallient la dictature nationale contre les autres prolétaires, ça c'est envisageable dans le cadre capitaliste. Mais rien d'autre. Et si, par mésaventure, la classe ouvrière s'en remettait à l'Etat, à ses lois, sa justice et ses institutions comme sauveur suprême, c'est l'avenir qu'elle se préparerait.

NE PAS SE TROMPER DE COMBAT

Les prolétaires n'ont pas d'autre solution que la lutte face aux coups que lui porte le capital. Le spectacle des prolétaires effondrés à l'annonce d'un plan social de « leur » entreprise est à proprement parler affligeant. Des ouvrières en larmes, des travailleurs abattus par l'annonce des licenciements, de ça, les médias bourgeois s'en régaler. La sombre cérémonie s'officialie lors des journaux télévisés, comme les flaquas de sang sur le sol après une agression. La bourgeoisie, c'est comme cela qu'elle les aime les prolétaires : à genoux ; demandant une loi, en appelant aux « pouvoirs publics », aux ministres, aux conseillers municipaux, aux évêques, etc. Les travailleurs qui choisissent cette voie-là ne s'en tirent jamais bien.

Par son mouvement et sa simple existence, le capital entraîne des calamités pour la classe ouvrière. Sous sa coupe, personne n'empêchera les licenciements, les fermetures d'usines, etc. Mais ce n'est pas pour autant que les prolétaires n'ont d'autre choix que la résignation, les prières à Dieu ou les appels de détresse adressés à l'Etat.

Tant qu'on n'abattra pas le régime de la dictature du capital, les travailleurs n'auront pas d'autre choix que de se battre pour vendre leur peau le plus chèrement possible, en mettant toutes leurs forces dans la bataille pour que, tôt ou tard, on parvienne à balayer l'ensemble du système. C'est vrai au jour le jour pour les salaires et la dignité, c'est vrai aussi face aux licenciements, c'est vrai toujours.

Il faut en finir avec les défilés pacifiques sous les banderoles « Non aux licenciements ! ». Le choix n'est pas d'être pour ou contre les licenciements, cette bonne blague ! Même les patrons sont contre les licenciements. Combien de fois on les a entendus dire qu'ils regrettaient sincèrement de devoir se séparer de leurs collaborateurs ? Le choix est de savoir si on se résigne à la misère des allocations-chômage ou si on se bat pour avoir les moyens de vivre, même en ne travaillant plus, en attendant de porter le coup fatal au capital.

Les sidérurgistes de la grande liquidation des années 80 dont on a parlé plus haut se sont battus avec vigueur. Ils n'ont pas sauvé la sidérurgie française comme le voulaient les syndicats et la gauche de l'époque, mais, dans l'ensemble, ils ont sauvé leur peau. Ils ont imposé d'accéder à des systèmes de retraite à 49 ans. Les licenciés ont obtenu des conditions matérielles qu'ils n'auraient jamais obtenues s'ils n'avaient pas fait trembler les pouvoirs en place. De l'attaque du commissariat de Longwy au bulldozer, aux manifestations agressives à Paris, en passant par les affrontements contre les CRS à Denain, ce qu'ils ont fait leur a permis de s'en tirer le moins mal possible. Pas bien. Cela ça n'existe pas. Mais le moins mal possible. Et ce n'est pas grâce aux opérations « ville morte » ou aux prêches du dimanche dans les églises.

Et il y a quantités d'autres exemples. Il y a quelques années, Renault et Peugeot ont décidé de fermer les usines de leur filiale commune Chausson. Quand ils ont décidé de fermer le site de Creil, dans l'Oise, on y dénombrait encore plusieurs milliers de travailleurs. Après des années de luttes, là aussi, les camarades s'en sont tirés le moins mal possible, avec des retraites anticipées à 49 ans, des propositions réelles de mutations dans d'autres unités productives, des indemnités, etc. A l'époque, on les a accusés d'être « des violents ».

Toutefois, qui peut affirmer que, s'ils n'avaient pas envahi à plusieurs reprises le tribunal de commerce et d'autres institutions étatiques (et pas pour demander de l'aide, mais pour le combattre), ils s'en seraient mieux tirés ? Ils n'ont certes pas empêché la fermeture de l'usine, mais ne se sont pas résignés pour autant. Plus, les craintes qu'ils ont suscitées au sein du camp adverse constituent encore aujourd'hui un puissant facteur d'encouragement à la lutte sans concessions pour les prolétaires combattifs.

Il fut un temps, pas si lointain, où les métallurgistes de Loire-Atlantique avaient fait leur une chansonnette bien significative :

*Pends l'patron pends l'patron
T'auras sa galette
Pends l'patron pends l'patron
T'auras son pognon
Si tu pends pas l'patron
T'auras pas sa galette
Si tu pends pas l'patron
T'auras pas son pognon
Pends l'patron...*

C'était bien plus réaliste que de compter sur les bons soins de l'Etat sauveur suprême contre les méfaits du capital. Les prolétaires n'ont qu'une démarche juste : la lutte au jour le jour pour la survie et l'union fraternelle de leur classe pour arriver à en finir avec le capital.

Bruxelles, Paris, le 20 octobre 2002.

Pour toute correspondance : écrire, sans autre mention, à B.P. 1666, Centre Monnaie, Bruxelles.